



FRANCE

Covid

Les profs au bout du boulot

En vacances ce mardi, les personnels de l'Education nationale sortent éreintés d'une année scolaire bousculée par les multiples protocoles sanitaires ainsi que la réforme du baccalauréat. Et se sentent méprisés par le ministère.

Par
CÉCILE BOURGNEUF

Il assure n'avoir «*jamais souffert comme ça*». Lucas (1), 45 ans, professeur d'histoire-géo dans

un lycée du XVII^e arrondissement de Paris, est «*à deux doigts de l'arrêt maladie*». Et pourtant, la fin d'année scolaire est toute proche, ven-





dredi pour lui. Mais Lucas, qui enseigne depuis dix-huit ans, «ne [tient] plus» et a besoin de raconter ses mésaventures avec le débit d'une mitraillette.

Cette année, il était juré du grand oral, la toute nouvelle épreuve du bac à la sauce Blanquer. Surprise en recevant sa convocation : à lui de jouer le prof «candide» tandis que son collègue de SVT avait pour mission d'interroger les candidats sur sa spécialité. Lucas a très mal vécu ce second rôle imposé : «J'ai fait passer 14 élèves par jour pendant une semaine sans forcément comprendre la teneur de leur exposé. Je ne suis pas là pour faire le joyeux drille : je suis docteur en histoire moderne mais on se fout de ma discipline et de mes qualifications. On nous traite en simples exécutants», s'agace-t-il. Ce professeur s'est senti «totalement inutile» et, «comme l'enfer n'a pas de fin», rien ne s'est arrangé par la suite.

Lucas est aussi membre du jury d'harmonisation et de délibération, qui veille à l'équité des notes entre les élèves. En Ile-de-France, les réunions devaient se réunir mardi et jeudi dernier mais, à cause de problèmes techniques, elles ont été reportées plusieurs fois de suite à ce lundi, veille de la proclamation des premiers résultats du bac. «On nous a fait venir pour rien plusieurs fois en nous prévenant la veille alors que ce bac repose, à cause de problèmes de convocations, sur une poignée d'enseignants convoqués à toutes les étapes, même si on est sur les rotules», poursuit Lucas.

BRICOLER AVEC LES MOYENS DU BORD

Jeanne, professeure de philo dans l'académie de Lyon, se sent aussi «épuisée» en cette fin d'année. A tel point que cette déléguée syndicale de 50 ans, «d'habitude très investie», n'a pas réussi à rejoindre ses collègues à un rassemblement devant le rectorat la semaine dernière,

«trop anéantie» par ses conditions de travail. Cette année, les profs de philo ont pour la première fois corrigé des copies numérisées sur un nouvel outil pour lequel ils n'ont pas été formés. Entre les feuilles mal numérisées et les bugs réguliers, Jeanne a cru «devenir folle» avec 136 copies à corriger en sept jours ouvrés au lieu de dix, qui lui prenaient chacune deux fois plus de temps qu'à l'ordinaire.

Pour Jeanne, comme pour Lucas, cette organisation «chaotique» du bac n'a été que la goutte d'eau faisant déborder un vase déjà bien rempli de fatigue. Cette année encore, les personnels des établissements scolaires – enseignants, assistants d'éducation, accompagnants d'élève en situation de handicap (AESH) ou encore chefs d'établissement – ont été en première ligne face à la pandémie. Ils se sont sentis totalement livrés à leur sort. Les syndicats enseignants avaient alerté bien avant septembre en insistant sur la préparation de cette rentrée à haut risque. Et pourtant, rien n'a été, selon eux, anticipé par le ministère de l'Education nationale.

Ensuite, il a fallu s'adapter à la valse des protocoles sanitaires : port du masque, demi-jauges pour les lycéens puis dans certains collèges, fermeture de classe à partir de trois cas de Covid puis d'un seul dans les départements les plus touchés, campagnes de tests salivaires, autotests. Des règles, toujours plus strictes, jugés incompatibles avec la réalité du terrain.

Comment imposer, dès la rentrée 2020, une distanciation physique avec des classes à 30 élèves ou plus ? Les profs ont encore une fois dû bricoler, avec les moyens du bord. Dans le secondaire, les élèves devaient rester dans la même salle pour éviter les brassages. Aux enseignants d'assurer la rotation, sans personnel de surveillance. «Il fallait

courir toute la journée d'une salle à l'autre, d'un étage à l'autre, avec tout son matériel, toujours en retard, raconte Lise, professeure de français de 45 ans dans un collège parisien. Ce petit temps de latence, entre la sonnerie et l'arrivée du prof essoufflé, a fait la différence toute l'année parce qu'on s'est à chaque fois retrouvés avec des élèves debout, qui s'amusaient en attendant le prof suivant.» Lise perdait du temps et de l'énergie à recadrer sa classe. De son côté, le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, n'avait qu'un seul objectif : maintenir les écoles ouvertes. «Mais à quel prix ?» s'interroge aujourd'hui le corps enseignant, éreinté en cette fin d'année scolaire par les changements de protocole à répétition, annoncés à la dernière minute dans les médias. «Le pire était d'entendre claironner que tout allait bien dans les établissements, qu'il n'y avait pas de contamination particulière chez les élèves ou les profs. Ou qu'il fallait veiller à ce que les profs travaillent et ne décrochent pas !» ajoute Lise. Elle observe aujourd'hui autour d'elle «des collègues épuisés et abattus moralement, des CPE exsangues, des surveillants qui démissionnent ou des gestionnaires sur les dents».

«ÇA A DOUBLÉ MON TEMPS DE TRAVAIL»

Arthur, professeur de sciences économiques et sociales bientôt à la retraite, a été récemment arrêté une semaine pour malaise vagal, à cause d'un «stress excessif», lui a indiqué son médecin. «On a été sans cesse culpabilisés avec un ministère qui joue l'opinion contre ces feignasses de profs qui voudraient fermer les classes. Sauf que beaucoup ont vécu plutôt ça comme : "On ferme tout, sauf les classes, pour avoir une grande garderie nationale, et tant pis si on sacrifie les profs."»

Jeanne pense à ses collègues à la santé fragile, inquiets à l'idée d'at-



«On a été sans
cesse culpabilisés,
avec un ministère
qui joue l'opinion
contre ces
feignasses de profs
qui voudraient
fermer des classes.»

Arthur
professeur de sciences
économiques et sociales



Les personnels de direction sont au bord de l'implosion : un directeur d'établissement sur dix aurait déjà été traversé par «des pensées suicidaires ou d'automutilation». PHOTO KARINE PERON LE OUYA / HANS LUCAS

